

**Point de presse du porte-parole
adjoint - OTAN/Prolongation du
mandat de M. Jens
Stoltenberg/Déclaration de M.
Jean-Yves Le Drian -
Japon/Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian avec son homologue, M.
Taro Kono - Conseil de
l'Europe/Participation de Mme
Nathalie Loiseau à la
conférence-débat «Agir en France
pour l'égalité femmes-hommes» -
Nations unies/Signature d'un
accord-cadre entre le ministère de
l'Europe et des affaires étrangères
et la FAO pour la période 2018-2021
(Paris, 13 décembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations suivantes :

1 - OTAN - Prolongation du mandat de M. Jens Stoltenberg (12 décembre 2017) - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian

À l'occasion de la prolongation de son mandat, j'adresse mes vœux de réussite à M. Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN.

Depuis sa nomination en 2014, il s'est engagé avec détermination pour renforcer l'adaptation de l'Alliance atlantique face aux défis que nous pose notre environnement stratégique.

L'investissement personnel du secrétaire général a également été déterminant pour maintenir l'unité et la solidarité entre alliés.

Je me réjouis donc de continuer à travailler avec M. Jens Stoltenberg.

2 - Japon - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue, M. Taro Kono (13 décembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu ce matin

avec son homologue japonais, M. Taro Kono.

Il a salué l'engagement du Japon dans la lutte contre le changement climatique et sa contribution au sommet «One Planet Summit», auquel M. Taro Kono représentait le Premier ministre japonais.

M. Jean-Yves Le Drian a réitéré à cette occasion le plein soutien de la France au Japon dans le contexte de la crise nucléaire et balistique nord-coréenne.

Notre coopération sur les sujets globaux est très dense et continuera à se renforcer dans la perspective de nos présidences concomitantes en 2019 du G7 (France) et du G20 (Japon).

La France et le Japon entretiennent un partenariat d'exception, qui a vocation à se développer encore en 2018 à l'occasion du 160ème anniversaire de nos relations diplomatiques.

3 - Conseil de l'Europe - Participation de Mme Nathalie Loiseau à la conférence-débat «Agir en France pour l'égalité femmes-hommes» (Strasbourg, 13 décembre 2017)

Dans le cadre du «Tour de France de l'égalité», Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, et Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, organisent aujourd'hui à Strasbourg une conférence-débat intitulée «Agir en France pour l'égalité femmes-hommes avec le Conseil de l'Europe».

Trois cents étudiants et jeunes en formation professionnelle débattront de la lutte contre les stéréotypes de genre et le sexisme dans le monde de l'éducation et du travail, ainsi que dans les médias, sur internet et les réseaux sociaux. La secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe, Mme Gabriella Battaini-Dragoni, le commissaire aux droits de l'Homme, M. Nils Muiznieks, et Mme Nawel Rafik-Elmrini, adjointe au maire de Strasbourg chargée des relations européennes et internationales, participeront à ces échanges.

Cette conférence constitue une étape importante du «Tour de France de l'égalité», initiative lancée par le Premier ministre et Mme Marlène Schiappa et destinée à permettre à chaque citoyen de s'exprimer sur l'égalité entre les femmes et les hommes et le rôle des pouvoirs publics, à travers des débats et une consultation en ligne (<http://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/franceegalite/tour-de-france-de-legalite-la-consultation-en-ligne/>). Le «Tour de France de l'égalité» se poursuivra jusqu'au 8 mars 2018, journée internationale des droits des femmes.

Le Conseil de l'Europe agit pour l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations de genre à travers ses recommandations. Il s'est doté d'une stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2014-2017.

L'égalité entre les femmes et les hommes a été déclarée cause nationale du quinquennat par le président de la République le 25 novembre. Il s'agit d'une priorité du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, qui conduit une politique volontariste en faveur d'une réelle égalité professionnelle et, à travers notre politique étrangère, promeut dans toutes les enceintes bilatérales et multilatérales les droits des femmes. C'est à ce titre que le réseau diplomatique organise plusieurs débats publics dans le cadre du «Tour de France de l'égalité». Plusieurs d'entre eux ont déjà eu lieu ces dernières semaines, notamment à Boston, Oslo, Ottawa ou Reykjavik.

Pour plus d'informations :

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/droits-des-femmes/article/le-tour-de-france-de-l-egalite-hors-des-frontieres>

4 - Nations unies - Signature d'un accord-cadre entre le ministère de l'Europe et des affaires étrangères et la FAO pour la période 2018-2021 (Paris, 12 décembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. José Graziano da Silva, directeur général de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, ont signé le 12 décembre un nouvel accord-cadre pour la période 2018-2021.

Cet accord vise à donner une nouvelle impulsion au partenariat entre la France et la FAO. Il a pour objectif de soutenir la transition vers des systèmes agricoles et alimentaires durables pour mieux répondre aux défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 des Nations unies : gestion durable des ressources naturelles, lutte contre le changement climatique, ou encore création d'emplois ruraux. Il confirme également l'engagement de la France en matière de promotion de l'agro-écologie et de l'agriculture familiale, de gestion des sols et d'égalité femme-homme.

L'ensemble de ces sujets continueront de faire l'objet d'échanges réguliers avec la FAO, en liaison avec l'ensemble des institutions françaises concernées (Agence française de développement et instituts de recherche), qui ont été largement associés à la rédaction de l'accord signé le 12 décembre./.